

FICHE LA QUESTION DU LOGEMENT A NAIROBI

Où et comment les pauvres habitent ?

55% de la population de Nairobi, soit environ 2,5 millions sur un totale d'au-delà de 4 millions, vit dans des bidonvilles qui représente 0,5% du territoire de la ville. Ces bidonvilles sont les pires de toute l'Afrique. Il s'agit de terrains qui n'appartiennent pas aux populations des bidonvilles mais au gouvernement qui peut, sans préavis, les démolir dans les 48 heures.

Les services sont pratiquement inexistantes et ils se déclinent en des rues déblayées, des égouts rudimentaires, de fontaines d'eau en commun et des trous comme toilettes partagés par environ 60 personnes.

L'exemple de Korogocho

Korogocho peut aider à comprendre la condition des autres bidonvilles: c'est une zone longue 1 kilomètre et large 1 kilomètre et demi, où 150 mille personnes vivent comme des sardines dans quelques 11.150 baraques fait de boue et des tôles rouillées, toutes de caractère précaire et non conformes aux standards d'habitabilité minimales. Chaque logement a 5 à 6 pièces où s'entasse le même nombre de familles. Un drap sépare les différentes pièces afin de créer un minimum d'intimité entre les familles. Le plancher est en terre ou, dans le meilleur des cas, en ciment. Chaque résident dispose pour ses exigences de logement et de mouvement d'une place de 20-25 mètres carrés. L'état a apporté l'éclairage électrique en quelques rues, mais, d'une façon générale, il ne marche pas. Le peu de services qui existe est fruit des activités financées et gérées par les ONG, les missionnaires ou par les habitants eux mêmes.

Korogocho présente au moins quatre particularités: le terrain où elle est localisée est de propriété du gouvernement; plus de 65% des résidents paie un loyer; le 40% des propriétaires des « maisons » ne vit pas à Korogocho; plus 70% de la population n'a pas un terrain dans sa zone d'origine.

Toute forme d'organisation sociale de base est interdite et il est interdit chercher à résoudre les problèmes communs. Korogocho est, donc, un endroit de richesse concentrée dans les mains de peu propriétaires qui vivent dehors du bidonville, où ils passent seulement pour retirer les loyers. Les démolitions et les déblayages ont pour conséquences la perte de tout: de la terre, du logement, du village, c'est à dire des attributs de l'identité, de la relation et de la mémoire liée à un endroit.

Autres démolitions et les expulsions

Kibera, Korogocho, Kahawa Soweto, Kamae, Kware, Kamwanya, Kanguku, Kandutu, City Cotton, Mutumba, Kareru, Kirigu, Muria-Mbogo, Mutego, Njiku sont les plus peuplés des 199 bidonvilles de Nairobi. D'autres déblayages sont prévus en tout le pays.

Les démolitions, déjà commencées au début du 2004, touchent plus de 300.000 personnes: 20.120 constructions habitées par plus de 108.000 personnes, parce que situées près du chemin de fer; plus de 16.800 constructions habitées par plus de 170.000 personnes, pour réaliser un périphérique; plus de 4.500 constructions habitées par plus de 76.100 personnes, parce que près de la ligne électrique.

Le poids de la dette externe sur le désastre urbanistique

Le poids de la dette peut aider à comprendre ce désastre urbanistique. La dette du Kenya s'élève à plus de 6,5 milliards de dollars contractée en grande partie sous le règne du régime corrompu du KANU de l'ancien président Arap Moi.

Ainsi les investisseurs étrangers, pour récupérer leurs sous demandent la démolition des bidonvilles sous les lignes électriques, le long du chemin de fer, ou pour construire une autoroute. Les habitants qui y vivent sont la dernière préoccupation du gouvernement.

Que font les pays riches?

Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Hollande, Norvège, Suède, Angleterre, les USA ont offert une pauvre collecte de 250.000,00 dollars à l'Alliance des Villes, le programme des Nations Unies. Avec ces miettes, soit moins de 0,004% de la dette externe du Kenya, ils prétendent améliorer la vie de quelques 50.000 personnes des bidonvilles de Kibera. Est-ce possible? Pour faire une comparaison, ce chiffre correspond au coût d'une maison dans les pays riches.

D'autres, comme la Finlande, sont disposés à annuler la dette en échange de politiques du logement pour les pauvres et contrôlées par toutes les parties en question, associations d'habitants incluses.